LIGUE DES CONSOMMATEURS DU TOGO
Siège : Fin Pavés Adidoadin, 1ère Rue derrière l'Hôtel Concorde, 08 BP: 81616 LOME
TOGOE-mail: lctogo2013@gmail.com/ www.lct-togo.tg
Tél : (00228)98776646/90943043/22207086
Récépissé N 0811 du 05-06-2013/JORT du 1er juillet 2013/Compte bancaire Orabank: N°062214800101

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° _12_/2026/LCT/P

Payer plus pour être moins servi ? La LCT dit non et appelle à des Assises nationales de l'eau et de l'énergie

La Ligue des Consommateurs du Togo (LCT) suit avec une profonde préoccupation la situation du secteur de l'électricité. Pris en étau entre des coupures à répétition et la perspective d'une hausse du prix du kilowattheure, le consommateur togolais voit sa situation se dégrader.

Des coupures intempestives aux lourdes conséquences

Les interruptions de fourniture se multiplient par ici et par là. Elles endommagent les appareils électroménagers et les équipements, sans que les consommateurs lésés soient indemnisés, et provoquent des pertes de denrées pour les ménages, les commerçantes et les petits restaurateurs. Elles paralysent les activités économiques, qu'il s'agisse des ateliers de soudure et de couture, des salons de coiffure ou des activités des PME, et imposent des dépenses supplémentaires en carburant pour les groupes électrogènes, en bougies ou en lampes. Elles accroissent enfin l'insécurité dans les quartiers plongés dans le noir et perturbent des services essentiels comme les centres de santé, les écoles et l'adduction d'eau.

Le consommateur paie pour un service continu et de qualité. Chaque coupure non programmée est pour lui un préjudice.

Une hausse du kWh dans un contexte de pouvoir d'achat épuisé

En 2025, la hausse moyenne d'environ 12,5 % des tarifs décidée par l'arrêté interministériel du 24 mars, sans concertation avec les associations de consommateurs, avait suscité une vive indignation, troublé la quiétude sociale et dû être suspendue partiellement. Cette expérience doit servir de leçon. Aucun autre projet de ce genre ne doit être initié sans une concertation sincère et de bonne foi avec toutes les parties prenantes.

Or le coût de la vie ne cesse d'augmenter (alimentation, transport, loyers, scolarité, carburants relevés en septembre 2026) sans que les revenus suivent. Une question s'impose donc. Quel secteur reste encore social dans notre pays ? Aucun, ou presque d'ailleurs.

Des informations persistantes font état de fortes pressions du FMI sur le Gouvernement pour augmenter les prix de l'électricité et de l'eau. La LCT invite le Gouvernement à éclairer l'opinion sur ce point. Si elles se confirmaient, appliquer une logique purement comptable à des biens aussi vitaux serait une démarche suicidaire pour la cohésion sociale et l'économie nationale.

La LCT ne nie pas les difficultés financières du secteur, mais le consommateur ne saurait être la variable d'ajustement de déficits dont il n'est pas responsable. On ne peut lui demander de payer plus cher un service qui ne lui est pas fourni de manière fiable alors que les auteurs des détournements des derniers publics dans le secteur bénéficient de l'impunité totale.

La LCT demande des Assises nationales de l'eau et de l'énergie

LIGUE DES CONSOMMATEURS DU TOGO
Siège : Fin Pavés Adidoadin, 1ère Rue derrière l'Hôtel Concorde, 08 BP: 81616 LOME
TOGOE-mail: lctogo2013@gmail.com/ www.lct-togo.tg
Tél : (00228)98776646/90943043/22207086
Récépissé N 0811 du 05-06-2013/JORT du 1er juillet 2013/Compte bancaire Orabank: N°062214800101

La LCT demande au Gouvernement l'organisation d'Assises nationales sur le secteur de l'eau et de l'énergie, réunissant l'État, les régulateurs, la CEET, la TdE, les partenaires financiers et techniques, le secteur privé, les syndicats et les associations de consommateurs, afin de bâtir une politique énergétique durable, consensuelle et adaptée à notre pays. Dans l'attente, elle demande la suspension de tout projet de hausse des tarifs de l'électricité et de l'eau, la transparence sur les coûts du secteur et les exigences des partenaires financiers, la mise en œuvre d'un programme public de réduction des coupures ainsi que la préservation et l'élargissement de la tranche sociale.

La LCT reste disponible pour un dialogue constructif et appelle les consommateurs à demeurer vigilants et à lui signaler tout préjudice subi.

L'énergie et l'eau ne sont pas des biens de luxe, elles sont les conditions mêmes de la dignité et du développement.

Fait à Lomé, le 2 novembre 2026

Pour la Ligue des Consommateurs du Togo
Le Président

Dr Emmanuel SOGADJI